

---

# Le climat des affaires en algérie: Contraintes, opportunités et impact sur la compétitivité

The Algerian business climate: Constraints, opportunities, and impacts on competitiveness

CHERROU Kahina\*

Université de Tizi-Ouzou - Algérie

[Kahina.cherrou@ummto.dz](mailto:Kahina.cherrou@ummto.dz)

Date de soumission: 25/02/2023

Date d'acceptation: 26/03/2023

Date de publication: 31/03/2023

---

## Résumé:

L'objectif de cet article est d'analyser les atouts et les faiblesses du climat des affaires en Algérie et sa relation avec la compétitivité des entreprises. Pour se faire, une analyse des données collectées des rapports publiés par les organismes internationaux s'impose et une approche comparée avec les pays voisins à été effectuée.

Nous avons constaté en se basant sur les résultats de cette étude, que le climat des affaires n'est pas propice à l'épanouissement des entreprises, ces dernières font face à plusieurs contraintes et par conséquent la compétitivité du tissu industriel est loin d'être gagnée.

**Mots clés:** Compétitivité; climat des affaires; indicateurs économiques; économie algérienne, IDE.

**Codes de classification Jel:** F21, F23.

## Abstract:

The aims of this article is to analyse the strengths and weaknesses of the business climate in Algeria and its relationship with the competitiveness of companies. To do, an analysis of the data collected from the reports published by international organizational organizations is necessary and comparative approach with the neighboring Maghreb countries was carried out.

We have found, based on the results of this study, that the business climate is not conducive to the development of companies, the latter face several constraints and therefore the competitiveness of the industrial tissue is far from being won.

**Keywords:** Competitiveness; climate business; economic indicators, Algerian economy, FDI.

**Jel Classification Codes:** F21, F23.

---

\* Auteur correspondant.

### 1. Introduction:

Dans un contexte de forte concurrence, les entreprises sont confrontées à un environnement de plus en plus instable, qui rend difficile le maintien d'un avantage compétitif (Nenzhelele et Pellissier, 2014, p. 92). En effet, ces dernières se concurrencent dans des marchés, de plus en plus turbulents et incertains, en raison du rythme rapide des changements technologiques (Iansiti M & Euchner J., 2018), (Debonneuil et Fontagné, 2003, p. 14,23) et pour survivre dans un tel environnement, elles doivent surveiller l'environnement et maîtriser les règles de la guerre économique, recueillir des informations au bon moment pour une meilleure prise de décision (Mellot, 2019, p. 89).

Ajoutant à cela, que dans le context actuel, l'environnement des affaires est caractérisé par une diversité des facteurs qui le régissent et la complexité de leurs dimensions, à savoir: politiques macroéconomiques, changements climatiques, évolution technologique, les traits commerciaux, le développement de la société (les enjeux sociétaux) et le changement des habitudes des consommateurs.

Ainsi, l'objet de ce papier étant d'analyser les avantages, enjeux et les contraintes du climat des affaires en Algérie, ainsi que sa relation avec la compétitivité des entreprises. En effet, il est extrêmement important de souligner que l'environnement des affaires conditionne le développement des entreprises. Un climat des affaires favorable constitue un déterminant de compétitivité, offrant ainsi des opportunités aux entreprises d'en bénéficier d'avantages concurrentiels externes.

C'est dans ce sens, qu'une analyse des contraintes et des opportunités du climat des affaires en Algérie s'impose. Il est important d'apporter des éléments de réponses au questionnement suivant: **Le climat des affaires en Algérie offre-t-il des opportunités de développement et d'épanouissement aux entreprises ou au contraire représente-t-il un frein à leur compétitivité?**

- **H01:** Nous supposons que le climat des affaires en Algérie constitue un frein au développement et à la compétitivité des entreprises.
- **H02:** Nous supposons qu'indépendamment de la qualité du climat des affaires, les entreprises algériennes souffrent de problèmes structurels de compétitivité.

Afin d'apporter des éléments de réponses à cette problématique, du **point de vue méthodologique**, une approche descriptive et analytique des données collectées des rapports publiés par les organismes internationaux s'impose, et une approche comparée avec les pays voisins à été effectuée afin de situer la compétitivité de l'économie algérienne par rapport à ses voisins Marocain et Tunisien.

L'objectif de cette étude, est de présenter d'abord, un cadre conceptuel décrivant la relation entre le climat des affaires et la compétitivité. Par la suite, l'analyse des forces et faiblesses (contraintes) du climat des affaires en Algérie et son impact sur la compétitivité globale du pays.

## **2. Climat des affaires et compétitivité des entreprises: cadre conceptuel**

D'une manière générale, nous pouvons définir le climat des affaires comme étant un espace conceptuel dans lequel évolue une entreprise. Il s'agit de l'ensemble des facteurs ayant un impact sur ses décisions et le développement de son activité. De manière non exhaustive, le climat des affaires intègre les facteurs sociodémographiques, économiques, politiques, juridiques, infrastructurels, technologiques, environnementales, etc (« Climat des affaires », s. d.)

Le climat des affaires représente une mesure approximative de la conjoncture économique à instant « t » par l'intermédiaire de calculs analytiques sur un ensemble d'enquêtes d'opinions et de sondages opérés sur un pool d'agents économiques suffisamment représentatifs sur une zone géographique donnée. Concrètement, les cabinets d'études et d'analyses statistiques, Insee en France, IFO en Allemagne, Markit en Grande-Bretagne, Réserve fédérale américaine aux USA, etc. interrogent les chefs d'entreprises et les industriels sur leur sentiment concernant le niveau des stocks de marchandises, l'évolution à venir de leurs chiffres d'affaires, du niveau de production, du carnet de commandes dans les services et l'industrie, etc. Si les paramètres et variables utilisés sont nombreux et qualifiés alors la mesure tendancielle du climat des affaires convergera vers un résultat pouvant refléter au mieux le réel de la conjoncture économique pour une zone géographique donnée à un instant T.

Les statisticiens mesurent une tendance globale à travers les réponses des dirigeants de sociétés aux enquêtes et ainsi suivre les évolutions. Pour un résultat cohérent, sérieux et rigoureux, les questions posées doivent être équivalentes au cours du temps pour un comparatif crédible et les répondants doivent jouer le jeu de la franchise et de l'honnêteté – refléter la réalité de leur activité économique.

Les résultats obtenus sont intégrés et permettent de créer un indicateur technique, dit synthétique dont tous les agents économiques peuvent en suivre l'évolution au cours du temps. Si l'indicateur du climat des affaires augmente alors la conjoncture évolue positivement et favorablement. Si l'indicateur baisse alors la conjoncture évolue négativement (*Climat des affaires (définition et indicateur synthétique)*, s. d.).

D'une manière générale, nous pouvons définir la compétitivité comme étant la capacité des entreprises à faire face à la concurrence. Cette dernière devrait être recherchée à travers toutes ses dimensions: interne, externe et du produit. La plupart des auteurs l'utilise dans un sens microéconomique

se rapportant à un avantage que détiennent des industries vis-à-vis de leur concurrentes sur les marchés nationaux. Certains auteurs ont étendu la signification à des économies entières WEF (2019), Markusen J. (1992), Porter M. (1993), ainsi, «compétitivité», devient synonyme de la solide performance des économies par rapport à d'autres pays.

Au niveau de l'entreprise, la compétitivité peut être vue comme la capacité d'une firme à offrir par rapport à ses concurrents, des produits de valeur supérieure à coûts égaux, ou de valeur égale à coûts inférieurs et de bâtir ainsi des positions compétitives avantageuses permettant de réaliser des performances économiques sur longues périodes. Dans un contexte d'internationalisation de la concurrence, la compétitivité d'une entreprise, serait sa capacité dans des conditions de concurrence libre et ouverte, de produire des biens qui dépassent le test des marchés internationaux tout en lui permettant de maintenir ou d'améliorer sa rentabilité sur longue période (Ingham, 1995, p. 3).

S'il est possible d'analyser la compétitivité d'une entreprise sur un marché local ou régional, par rapport à des entreprises locales ou régionales, on peut alors analyser celle d'une branche d'activité comparativement à la branche correspondante d'une autre région ou d'un autre pays avec lequel il ya des échanges, comme on peut dire qu'une branche d'activité compétitive englobe des entreprises compétitives à l'échelle internationale.

De façon plus structure, les auteurs la définissent aussi au niveau d'un pays, comme étant la capacité de maintenir, dans une économie globale, un taux de croissance acceptable du niveau de vie de la population avec une distribution équitable, tout en offrant un emploi à tous ceux désirant travailler sans pour autant réduire le potentiel de croissance du niveau de vie des générations futures. Dans le même sens, la compétitivité est la capacité de fournir des biens et services au temps, place et forme requise par les acheteurs étrangers à prix égal ou meilleur que celui des autres fournisseurs potentiels, tout en gagnant au moins le coût d'opportunité des ressources employées (Sharples et Milliam).

Au niveau des entreprises, la compétitivité est mesurée par des indicateurs tels que la rentabilité, la productivité, la maîtrise des coûts, la part de marché, l'innovation et le rapport qualités/prix des produits. Alors que pour un pays, cette notion a été contestée, notamment par rapport à son aspect compétitif, les pays ne peuvent pas se faire concurrence au même titre que les entreprises. D'après ces auteurs, la compétitivité est le résultat d'un ensemble de facteurs aussi bien nationaux qu'internationaux. Mais aujourd'hui le terme est souvent utilisé vis-à-vis de l'étranger. Nos produits sont compétitifs à l'exportation, notre territoire est attractif et donc compétitif vis-à-vis des investissements directs étrangers » (Muchielli, 2002, p. 9).

La compétitivité structurelle indique la capacité d'une entité économique à se démarquer de la concurrence et ce, par d'autres moyens que le prix. La différenciation recherchée s'inscrit dans le temps. Elle s'effectue pour l'essentiel par la qualité des biens, services et produits, individuellement et / ou par assortiment, par l'image et la réputation que le marché concourt à leur attribuer ou qui sont forgées par le marketing (Marniesse & Filipiak, 2003, page 46). Dans le même sens, la compétitivité technologique, fait référence dans la lignée des préoccupations d'auteurs comme Shumpeter ou Marshall a une forme de concurrence entre les firmes et les pays, qui au lieu de s'opérer par les prix et les coûts, porte sur les produits eux-mêmes. Elle se réfère à l'innovation, à l'accumulation du savoir technologique et à la compétence, Nazeys B. (2006, p.6).

Dans un environnement incertain, caractérisé par une hyper-compétition au sein duquel, aucun acteur ne peut prétendre à bénéficier d'un avantage compétitif durable. Le capital humain est au centre des préoccupations gouvernementales, notamment dans les pays industrialisés, qui ont adopté un modèle de développement économique basé sur les ressources humaines (Martel, Lemir, 2007, p.119).

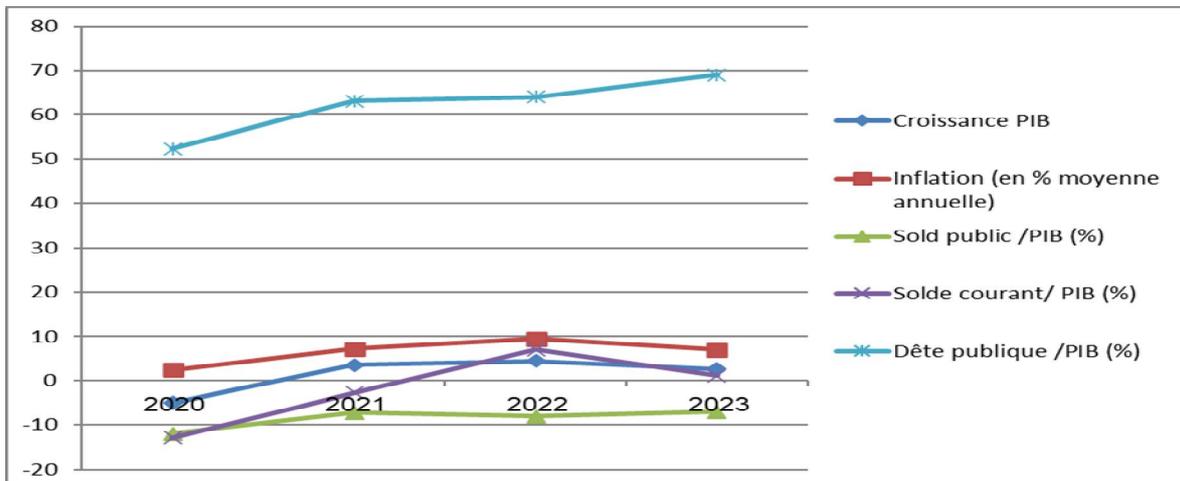
**3. Analyse des forces et faiblesses du climat des affaires en Algérie**

Afin d'analyser la capacité des entreprises algériennes à faire face à cet environnement caractérisé par une complexité croissante, une analyse des principaux indicateurs économiques s'impose.

**3.1. Aperçu sur l'évolution des principaux indicateurs du climat des affaires en Algérie**

Il s'agit dans ce point d'analyser l'évolution des indicateurs de l'environnement des affaires en Algérie, à travers un ensemble d'incateurs économiques et ceux élaborés par la banque mondiale.

**Figure1 : Les pricipaux indicateurs économiques de l'Algérie**



Source : Réalisé par l'auteur en exploitant la base de donnée statistique de la COFACE (Algérie / Etudes économiques - Coface, s. d.)

Certaines figures sont extrêmement parlantes, il est important de souligner que pour attirer les IDE par exemple, il est primordial de diversifier les productions, ce qui permet d'accroître le PIB et réussir l'ouverture à l'international de l'économie.

Il est clair que le PIB a enregistré une croissance au cours de ces dernières années, cependant la lecture de ces indicateurs économiques présentés dans la figure ci-dessus, nous renseigne que la productivité algérienne reste trop inégale, le pays, se repose essentiellement sur ses ressources naturelles (La forte dépendance de l'économie algérienne aux recettes d'hydrocarbures, qui en principe est financée par les rentes pétrolières expose les entreprises face à un climat d'inquiétude, vu la dépendance vis-à-vis des fluctuations des cours d'hydrocarbure) et par conséquent, n'exploite pas assez son potentiel économique. Selon Mouhoubi (2009, p. 162) la structure de l'économie algérienne se caractérise par une pétrolisation excessive, ce qui a aggravé les vulnérabilités du pays. Elle reflète l'échec de la stratégie algérienne initié depuis l'indépendance, puisqu'elle n'a pas permis la création d'une économie moins dépendante des hydrocarbures.

D'après les statistiques publiées par la COFACE (*Algérie / Etudes économiques - Coface, s. d.*) L'économie algérienne a connu un rebond de l'activité en 2021, tiré par la hausse des prix de l'énergie et l'augmentation des quotas de production de l'OPEP+. En 2022, la croissance, largement dépendante du marché des hydrocarbures (près d'un tiers du PIB et plus de 93% des recettes d'exportations) ralentira avec l'affaiblissement de l'effet de base, tandis que la production de pétrole pourrait reprendre son déclin structurel lié à un sous-investissement dans le secteur. Toutefois, malgré la fermeture du gazoduc Maghreb-Europe suite au différend avec le Maroc, la forte demande italienne et espagnole devrait se traduire par une croissance des exportations de gaz. Les exportations hors hydrocarbure, composées principalement d'engrais, de produits minéraux, chimiques et de produits agroalimentaires (dattes, sucre) resteront modestes en 2022.

La consommation des ménages (45% du PIB en 2020) a timidement repris en 2021, car les mesures de soutien du gouvernement n'ont pas pleinement suffi à contrer l'érosion du pouvoir d'achat des ménages par la forte inflation, liée aux prix des denrées alimentaires. En 2022, malgré la progression attendue de la campagne de vaccination contre la COVID-19, elle restera contrainte par un taux de chômage avoisinant les 15%, et une inflation toujours élevée. En outre, l'investissement public, concentré dans les secteurs des hydrocarbures, des infrastructures et du logement, a repris en 2021 après le gel en 2020.

Cependant, la reprise de l'investissement sera largement limitée par la fragilité budgétaire, tandis que sa part privée sera contrainte par l'environnement des affaires encore difficile, malgré l'abrogation (hors secteurs stratégiques), en juin 2020, de la loi plafonnant à 49% la participation étrangère dans une firme algérienne, et un nouveau soutien aux start-ups.

**Tableau N°1 : Classement de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie selon les indicateurs du climat des affaires, d'innovation en 2020**

	Facilité à faire des affaires (ease of doing business)	Indice d'innovation globale (GII)
Algérie	48.6 (157)	19.48
Maroc	73.4 (53)	28.97
Tunisie	68.7 (78)	31.21

Source : Réalisé par l'auteur à partir des données publiées dans des rapports de l'OMPI et la BM

L'indicateur "ease of doing business", publié par la banque mondiale, se base sur des études et des bases de données assez sérieuses et crédibles pour évaluer des critères, notamment: La facilité à faire des affaires, la création des entreprises, l'octroi de permis de construire, le transfert de propriété, l'obtention de prêts, la protection des investissements, le paiement des impôts. Ces premiers indicateurs ont été par la suite complétés par les indicateurs suivants: Raccord d'électricité, le commerce transfrontalier, l'exécution de contrat, le traitement de l'insolvabilité. Si les indicateurs d'un pays ne sont pas bons, le promoteur est informé sur les difficultés qui caractérisent l'environnement économique, politique et réglementaire de ce pays où il n'est pas intéressant d'investir.

Des données sur les paramètres suivants permettent d'apprécier la situation globale et par type d'indicateurs et attribuer un classement par pays. L'instabilité économique : déficit, dette publique, le taux d'inflation, l'instabilité politique (elle influe sur les aspects économiques), la qualité des institutions financières, la concurrence, l'information sur l'insolvabilité, l'efficacité ou non des services publics, le poids du secteur informel dans l'économie, la corruption, le marché de l'emploi et sa flexibilité.

Concernant l'analyse comparative en termes de l'indicateur ease of doing business, il ressort du tableau ci-dessus, que le Maroc et la Tunisie se classent toujours devant l'Algérie, et donc créent de ce fait, un environnement plus favorable à la création et à l'épanouissement des entreprises, l'Algérie enregistre de très faibles performances à titre de comparaison avec les voisins maghrebins et se trouve ainsi en bas du classement (157<sup>ème</sup>) en 2020. (Ce qui explique clairement les modestes flux d'IDE entrants en Algérie,

voir annexe 03). L'analyse en termes d'innovation globale<sup>2</sup> montre clairement que le Maroc et la Tunisie enregistrent de meilleures performances que l'Algérie.

### 3.2. Analyse des forces et faiblesses du climat des affaires algérien et incidences sur la compétitivité:

Il s'agit dans ce point de présenter une synthèse des forces et faiblesses de l'économie algérienne, en matière de climat des affaires, et d'analyser leurs incidences sur la compétitivité globale de l'Algérie.

Selon le forum économique mondial, l'économie algérienne souffre de faiblesses structurelles graves (ajoutant à cela le mauvais état des infrastructures comme souligné dans les rapports publiés par le WEF), un secteur privé faible et fragmenté, un marché financier sous-développé, une faible compétitivité et un climat des affaires relativement faible et par conséquent, cela ne fait qu'augmenter le chômage (taux de chômage des jeunes élevé et faibles opportunités pour l'insertion des jeunes diplômés), Poids excessif du secteur public, Crise politique et sociale aiguë déclenchée en 2019, Lourdeurs bureaucratiques, corruption, faiblesses du secteur financier et environnement des affaires incertain (*Algerie / Etudes économiques - Coface, s. d.*)

Il est clair, qu'en matière d'opportunités, il est à souligner que l'économie algérienne possède les ressources et le capital humain nécessaires pour attirer les investissements directs à l'étranger, entre autre, Potentiel dans les domaines de l'agriculture, des énergies renouvelables et du tourisme. Ajoutant à tout ça, une position géographique favorable, à proximité du marché européen ainsi que le marché régional.

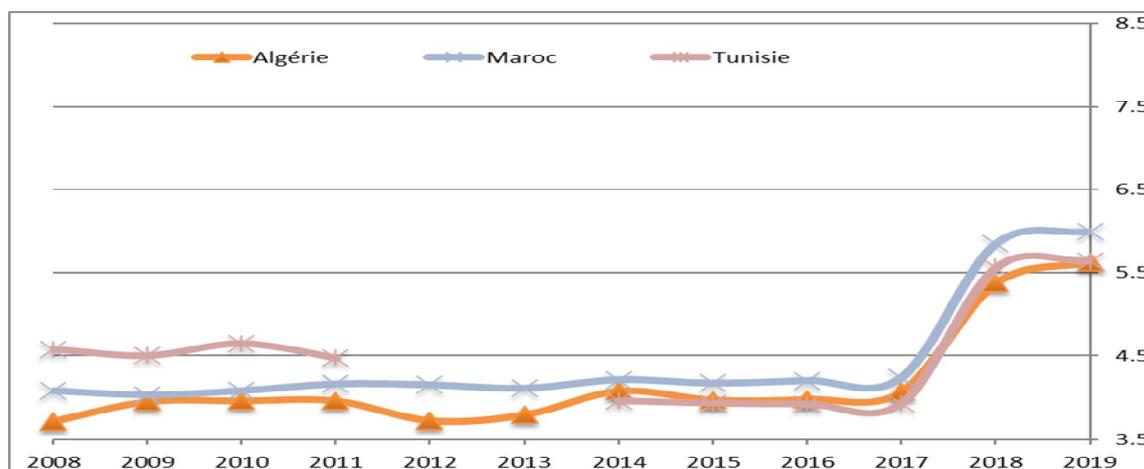
Selon l'organisme d'assurance français COFACE (*Algerie / Etudes économiques - Coface, s. d.*) Les forces de l'économie algérienne résident dans les importantes réserves de pétrole et de gaz, en effet, l'Algérie possède un potentiel important en matière d'exploitation du gaz de schiste également,

Cependant, la compétitivité de l'Algérie reste confrontée à plusieurs obstacles, tels que les domaines de l'efficacité des marchés et de l'ouverture à la technologie, comme le montre la figure suivante:

---

<sup>2</sup> L'accroissement du nombre de brevets déposés par la société qui permet à un pays d'accroître le transfert de technologies et optimiser sa chaîne recherche-développement-production, de la capacité des pays à innover est mesurée par l'indicateur d'innovation globale

Figure N° 2 : Evolution du classement de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc selon l'indicateur de compétitivité



Source : Réalisé par l'auteur à partir de l'exploitation des données des rapports annuels du forum économiques mondial de 2009 à 2019, avec Excel stat

Comme énoncé plus haut, l'indice de compétitivité globale, compare la productivité et l'efficacité des pays, il met en évidence leurs avantages comparatifs et l'opportunité d'investir, comme il en examine l'efficacité des différents secteurs de l'économie nationale et leur contribution à la productivité du pays. Il identifie les forces et les faiblesses de l'économie nationale.

L'indicateur de compétitivité global (GCI<sup>3</sup>) est basé sur douze piliers reflétant la compétitivité d'un pays, qui sont eux-mêmes répartis en trois facteurs. Les exigences minimales pour être compétitif (institutions, infrastructure, environnement macroéconomique, santé et éducation de base). En suite, les accélérateurs d'efficacité (enseignement supérieur et formation, efficacité des marchés des biens, efficacité du marché du travail, développement du marché financier, développement technologique, taille du marché) et enfin, les facteurs d'innovation et de sophistication (degré de sophistication des activités commerciales et innovation). Dans son rapport publié en 2019, le forum économique mondial passe en revue les maux qui rongent l'économie algérienne, à savoir : des institutions gangrenées par la corruption, une bureaucratie excessive, l'application des règles discriminatoires contre les investissements étrangers sont autant d'explications avancées par le forum pour analyser les contreperformances sur le plan compétitif de l'Algérie.

En comparaison avec des économies similaires, l'Algérie est mal classée en termes de compétitivité. La problématique de la compétitivité de l'industrie manufacturière algérienne est liée à la faiblesse

<sup>3</sup> *Global competitiveness index*

structurelle des gains de productivité. Dans ce sens, les performances macroéconomiques de ces dix dernières années n'ont pas eu de retombées positives en termes de compétitivité microéconomique et de productivité. Cependant, la détérioration de tous les indicateurs macroéconomiques, de l'Algérie, au cours de ces dix dernières années a rendu les exportateurs du pays vulnérables.

### 5. Conclusion:

L'analyse réalisée dans le cadre de cette étude a pour objectif de permettre d'évaluer les contraintes relevant du climat des affaires auxquelles se heurtent les entreprises algériennes ainsi que les opportunités à développer, afin d'en tirer profit et permettre à ces dernières de s'épanouir. Plusieurs conclusions émergent de notre analyse, il ya lieu de souligner que l'environnement des affaires de nos jours est de plus en plus déterminant de la compétitivité des entreprises et de leurs perennité.

Par ailleurs, la présence de plusieurs obstacles relevant du climat des affaires en Algérie, expliquent en grande partie le nombre limité de petites et moyennes entreprises (PME) et de grandes entreprises et surtout la non diversification de l'économie algérienne, ce dernier est très peu attractif.

La détérioration des principaux indicateurs macroéconomiques de l'Algérie a rendu le climat des affaires du pays vulnérable. Il s'est avéré par ailleurs, que l'handicap essentiel réside dans le manque de programme dans la recherche et développement (R&D), ou encore de création d'entreprises, qui reste une étape assez complexe en matière de procédures administratives, à savoir : les contraintes administratives (les exigences pour la création des entreprises, par exemple : l'autorisation d'un permis de construire peut prendre plus de six mois, la nature des règles formelles, les dossiers exigés par les différentes structures), les contraintes financières (rigidité du secteur bancaire, et par conséquent le recours à la finance informelle). Ces contraintes conjuguées à d'autres facteurs réglementaires mettent en jeu la compétitivité des entreprises et du pays à la fois (la structure de l'économie nationale se caractérise par une pétrolisation excessive).

Bien que l'Algérie, dispose de plusieurs avantages, c'est l'un des pays les plus riches de l'Afrique, dispose de richesses naturelles immenses: dotation factorielle favorable (matières premières, spécialement hydrocarbures). Dotée d'un environnement macro-économique solide grâce à des recettes pétrolières et gazières, qui dynamisent ses performances en termes d'équilibre budgétaire et d'endettement. La structure industrielle algérienne, aujourd'hui sous-utilisée, dispose d'un réseau de communication structuré (infrastructures routières, portuaires, aéroportuaires et de communication).

Nous sommes profondément d'accord avec Rochet (2007, p. 90), dans le sens où, l'histoire nous enseigne que l'évolution des nations résulte d'une action intentionnelle d'un Etat capable de voir loin et de

bâtir des institutions aptes à faire évoluer l'environnement. La perte de cette volonté et de ce savoir faire de l'Etat signifie le déclin!

À cet effet, il est extrêmement important de mettre en oeuvre des stratégies axées sur le long terme afin d'améliorer le climat des affaires et le rendre propice à l'épanouissement des entreprises par des facteurs d'ordre intellectuel, culturel et institutionnel. IL est également, urgent de relancer l'investissement productif en Algérie, nous préconisons à cet effet, au gouvernement algérien:

- D'améliorer le cadre réglementaire et institutionnel, afin d'améliorer son attractivité, drainer plus d'investissement.
- D'accélérer les réformes d'ordre macroéconomique, afin d'alléger la charge qui pèse sur les PME.
- De lutter contre la bureaucratie qui a tendance à asphyxier l'économie du pays, en limitant les contraintes réglementaires, en réduisant progressivement le décalage entre les institutions formelles / informelles et surtout, en facilitant les procédures pour les investisseurs étrangers.
- D'instaurer plus de transparence devient une urgence, en prenant des mesures sérieuses de contrôle de corruption.
- De créer plus de zones franches et de clusters ou pôles d'excellence afin de tirer vers le haut les entreprises algériennes, en améliorant trois types de facteurs de production, le capital humain, la qualité du financement et les services publics.

#### 4. Liste des références:

1. Algérie / Etudes économiques—Coface. (s. d.). Consulté 5 février 2023, à l'adresse <https://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Algerie>
2. Climat des affaires. (s. d.). EDBM. Consulté 24 février 2023, à l'adresse <https://edbmg.com/climat-des-affaires/>
3. Climat des affaires (définition et indicateur synthétique). (s. d.). Consulté 24 février 2023, à l'adresse <https://www.rachatducredit.com/climat-des-affaires-en-noir-et-chefs-dentreprise-avec-un-moral-a-0/>
4. - Debonneuil, M., & Fontagné, L. (2003). Compétitivité. , , Conseil d'Analyse Economique, Paris.
5. - Iansiti, M., & Euchner, J. (2018). Competing in Ecosystems. Research-Technology Management, 61(2), 10, 16.
6. - Ingham, M. (1995). Management stratégique et compétitivité (De Beok).
7. Markusen, J. (1992). Productivity, competitiveness, trade performance and real income. centre d'édition du gouvernement du Canada, Ottawa.
8. Mellot, S. (2019). Quels éthos et ancres culturels mis en scène dans les outils numériques de l'intelligence économique territoriale ? Revue Internationale d'intelligence économique, Vol. 11(1), 89-101.
9. - Mouhoubi, S. (2009). Les vulnérabilités : Cas de l'Algérie (ENAG).
10. - Muchielli, C. A. (2002). La compétitivité : Définitions, indicateurs et déterminants. 44.
11. - Nenzhelele E, Pellissier R. (2014). Competitive intelligence implementation challenges of small and medium sized enterprises. Mediterranean Journal of Social Sciences MCSER Publishing, Rome-Italy.  
file:///C:/Users/GLOBAL%20INFO%20LAGA/Downloads/3284-Article%20Text-12927-1-10-20140704.pdf

## Le climat des affaires en algérie: Contraintes, opportunités et impact sur la compétitivité

12. - Porter, M. (1993). L'avantage concurrentiel des nations (inter édition).

13. - Global competitiveness report from world economic forum (2009- 2019)

### 6. Annexes :

#### Annexe 01 : Evolution du classement de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc selon l'indicateur de compétitivité

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Algérie</b>	99/ 3.71	83/ 3.95	86/ 3.96	87/ 3.96	110/ 3.72	100/ 3.79	79/ 4.08	87/ 3.97	87/ 3.98	86/ 4.07	92/ 53.8	89/ 56.3
<b>Tunisie</b>	36/ 4.58	40/ 4.50	32/ 4.65	40/ 4.47	/	/	87/ 3.96	92/ 3.93	96/ 3.92	95/ 3.93	87/ 55.6	87/ 56.4
<b>Maroc</b>	73/ 4.08	73/ 4.03	75/ 4.08	73/ 4.16	70/ 4.15	77/ 4.11	72/ 4.21	72/ 4.17	70/ 4.20	71/ 4.24	75/ 58.5	75/ 60

Source : Réalisé par l'auteur en exploitant la base de données des rapports publiés par le WEF sur la compétitivité globale

#### Annexe 02 : Les principaux indicateurs économiques de l'Algérie

Principaux indicateurs économiques	2020	2021	2022	2023
<b>Croissance PIB</b>	-5,1	3,5	4,5	2,6
<b>Inflation (en % moyenne annuelle)</b>	2,4	7,2	9,5	7
<b>Solde public /PIB (%)</b>	-12	-7,2	-8	-7
<b>Solde courant/ PIB (%)</b>	-12,9	-2,8	7	1
<b>Déte publique /PIB (%)</b>	52,3	63	64	69

Source : (Algérie / Etudes économiques - Coface, s. d.)

#### Annexe 03 : Flux d'IDE entrants en Algérie, Maroc et Tunisie (en M\$)

années	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Algérie</b>	2301	2581	1499	1691	1488	1705	163	123	1 466	1 382	1 125
<b>Maroc</b>	1 574	2 568	2 728	3 358	3 590	3 912	2 153	2680	3544	1 720	1 721
<b>Tunisie</b>	1 513	1 148	1 603	1 096	1 060	1 060	6 225	8 109	989	8 107	/

Source : Réalisé par l'auteur à partir de l'exploitation de la base de données de l'OCDE et de la banque mondiale